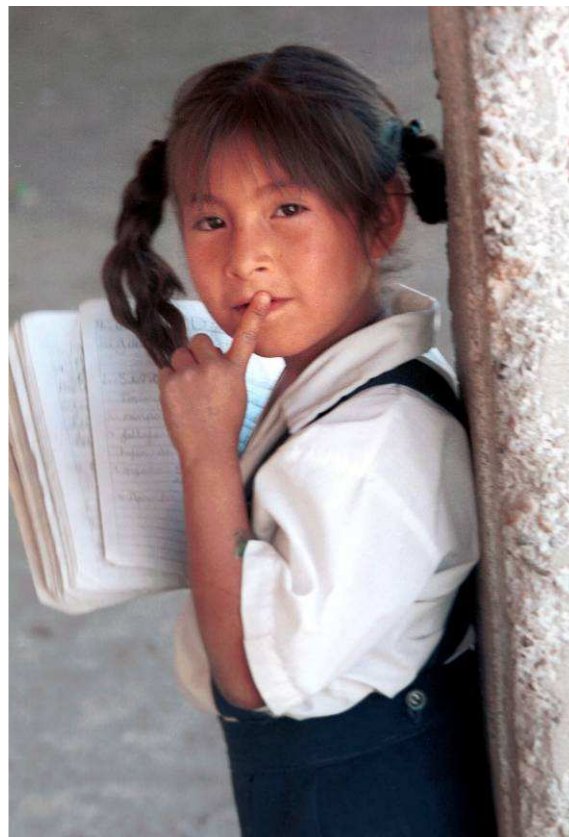




**Qualité et équité de l'éducation
biculturelle du département de Puno
– Pérou –**



1. Localisation

Le projet se déroule dans les villes de Puno et Azangaro, sur les rives du lac Titicaca, dans le département de Puno, au sud du Pérou.



2. Durée et budget du projet

Le projet dure 5 années pour un budget global de 981 695 euros. L'Union Européenne finance 75% du projet, soit 736 271 euros. CARE Pérou et CARE France apportent le financement restant.

3. Objectifs du projet

Améliorer la qualité de l'éducation péruvienne est un des grands défis que nous devons résoudre pour sortir le pays du retard dans lequel il se trouve et combattre la pauvreté, particulièrement dans le département de Puno, au sud du pays. Cela se fera en déployant les compétences indispensables au développement économique et social, en développant l'accès à une éducation de qualité qui permettra de surmonter les problèmes d'échec scolaire que le système ne prend pas en considération actuellement. Ainsi, le profil éducatif régional sera amélioré, au niveau de la qualité de ses résultats et de sa pertinence face aux exigences de l'environnement socio-économique. De cette manière, nous pourrons changer le système pédagogique qui s'est détérioré et qui a approfondi les inégalités en termes d'apprentissage au lieu de les compenser.

Ce projet cherche à repenser l'éducation dans le cadre de ***l'Education Interculturelle Bilingue (EIB)*** en proposant un programme éducatif qui promeuve une formation permettant aux bénéficiaires d'acquérir les aptitudes nécessaires pour affronter les problèmes, être capable d'auto-apprendre et de s'adapter à des connaissances changeantes. Dans cette perspective, il sera possible d'améliorer les niveaux de qualité et d'équité de l'éducation bilingue interculturelle des enfants, et notamment des petites filles des populations

indigènes, afin qu'ils aient la possibilité de se préparer un meilleur avenir, de ne pas être discriminés et d'affronter, dans de meilleures conditions, les défis de la vie.

Le système d'éducation dans le département de Puno permet une meilleure participation des communautés indigènes dans la société péruvienne

Un des défis de l'Education Interculturelle Bilingue dans le pays, surtout à Puno, est de faire en sorte que les relations entre les différents groupes culturels soient moins conflictuelles, en promouvant le dialogue interculturel, en créant des mécanismes et des canaux de participation de la population indigène pour qu'elle assume un rôle de protagoniste dans la construction du développement.

Le projet part du principe que l'objectif d'une éducation interculturelle est d'assurer l'accès universel aux codes de la modernité, en valorisant avant tout l'identité culturelle propre, en la réaffirmant, en étant une condition pour l'obtention d'une meilleure insertion dans la société. C'est pourquoi il est important que le projet promeuve chez les étudiants un entendement critique de la société péruvienne, des relations, des processus, des conflits. Il est également important qu'ils se préparent à agir face à l'inégalité et l'inéquité qui sont des éléments qui limitent le dialogue interculturel, la justice sociale et l'égalité des chances pour tous et que cela permette à tous les groupes d'avoir les mêmes chances. L'accent sera mis sur l'équité homme/femme comme base pour le traitement des autres inégalités qui persistent au sein des communautés indigènes.

La qualité de l'Education Interculturelle Bilingue dans le département de Puno est améliorée et répond de manière plus adéquate aux besoins scolaires des petits garçons et petites filles.

De la même manière qu'on a réussi à offrir aux petites filles et petits garçons l'opportunité d'apprendre en fonction de leurs besoins, de leurs intérêts et de leurs attentes, ce projet est une réponse à ces aspirations en donnant à l'établissement scolaire une ambiance agréable, un climat propice à l'apprentissage qui stimule l'inscription des enfants, spécialement des petites filles, qui fasse en sorte qu'ils y restent, qui garantisse au moins leur passage à la classe supérieure et augmente le pourcentage de petites filles finissant l'école primaire avec succès et ayant la possibilité de passer dans le secondaire.

Le cadre opérationnel du projet prend en compte les styles et les rythmes d'apprentissage des élèves, leur façon de penser, leur langue, les éléments culturels du contexte qui les entourent, les avancées de la technologie, pour qu'ils puissent se l'approprier, le mettre à leur service et affronter dans de meilleures conditions le monde globalisé dans lequel ils interagissent, en développant des capacités leur permettant de relever les défis d'une réalité interculturelle dans les milieux ruraux et urbains du Puno, du Pérou et du monde entier. Pour cela, les instituteurs ont amélioré leurs pratiques pédagogiques quotidiennes, connaissent et appliquent le principe d'égalité homme/femme dans la classe (attitudes inconscientes qu'ont les maîtres et maîtresses dans la classe vis-à-vis du traitement réservé aux petites filles) et les fonctionnaires réalisent une gestion administrative adéquate des ressources que l'Etat attribue pour améliorer la qualité de l'éducation en milieu rural.

4. Contexte dans lequel s'inscrit le projet

(a) Identification des besoins et des contraintes dans la zone du projet

Au Pérou, la situation de pauvreté et d'inégalité socio-économique a augmenté durant la dernière décennie. Sur 26 millions d'habitants, un peu plus de 50% vivent en situation de pauvreté. Les plus touchés sont les populations indigènes qui restent à la base de la pyramide des revenus du pays. Selon le Rapport sur le Développement Humain 2004 du Programme des Nations Unies pour le Développement, au Pérou a eu lieu une chute de l'éducation et une augmentation de l'extrême pauvreté. Cela s'exprime au travers de la hausse du taux d'analphabétisme et du passage de 15,5% en 2001 à 18,1% en 2002 de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour.

La population pauvre du département de Puno et en particulier de la province d'Azangaro, lieu où interviendra le projet, se trouve dans la même situation. Puno, situé dans la partie andine du Pérou, compte 1 280 555 habitants politiquement organisés en 13 provinces et 108 districts. C'est une zone à majorité rurale et un des départements les plus peuplés et les plus pauvres. La province d'Azangaro est située au nord du département de Puno, compte 142 070 habitants dont 78,9% sont ruraux. 70,8% des foyers ont des besoins insatisfaits en eau, en logement, en électricité et souffrent de logements insalubres, d'entassement, d'absence de services de base et d'une haute dépendance économique pour les groupes les plus vulnérables.

Dans la zone d'intervention du projet, selon les données de l'Institut National de Statistique, l'INEI, en 2003 l'analphabétisme atteignait un total de 22,2% de la population, supérieur au taux national. Pour les femmes, la moyenne du nombre d'années d'études est d'à peine 3,7 ans. Le niveau d'apprentissage des garçons et filles de deuxième année de primaire est de 9,3 points en moyenne sur 20 (évaluation de la qualité éducative réalisée par l'Aire de Mesure de la Qualité Educative du Ministère de l'Education), ce qui met en évidence des processus lents d'apprentissage en ce qui concerne la lecture et l'écriture.

L'UNESCO, dans son étude d'évaluation de la formation des compétences chez des enfants de primaire en Amérique Latine en 1998, classe le Pérou comme avant-dernier en communication orale et écrite, et déplore un retard de 4 ans dans l'apprentissage de la lecture et écriture, situation confirmée par une étude de CARE à Puno en 1999.

(b) identification des besoins et des contraintes des groupes cibles

Les populations rurales pauvres et les noyaux de population indigène qui vivent en zones rurales concentrent les plus gros déficits qui se répercutent sur leurs désavantages dans le domaine éducatif. Les preuves de la basse qualité de l'éducation sont alarmantes. Les élèves de primaire ont des difficultés pour apprendre à lire et à communiquer avec aisance et ceux qui réussissent à achever l'école primaire le font sans avoir acquis les compétences de base pour la compréhension orale, la rédaction de textes et le raisonnement logique mathématique. Dans le cas des petites filles, seulement 2 sur 10 réussissent à écrire un texte, dans les écoles bilingues. Dans la plupart des communautés indigènes du Pérou, il n'existe pas de programmes éducatifs pertinents et adaptés aux besoins de développement personnel des filles et des garçons, des jeunes et des adultes ou qui répondent aux exigences du contexte local. Par ailleurs, on observe une persistance dans les écoles d'une discrimination raciale, ethnique et de sexe qui rend plus difficile l'apprentissage, dégrade l'estime de soi et diminue les chances de développement, notamment des filles et des populations indigènes.

Cette détérioration de la qualité de l'éducation est mise en évidence dans la pratique quotidienne de l'apprentissage par coeur, traditionnel ou dépourvu de sens, que les professeurs et élèves reproduisent dans la plupart des écoles. Un haut pourcentage de la population aussi bien en zones urbaines que rurales possède une langue maternelle vernaculaire, quechua ou aymara. Cependant, l'apprentissage se fait dans une langue et une culture étrangères, ce qui fait que l'école est souvent le lieu où se développe une barrière discriminatoire qui sépare les étudiants qui ne parlent pas castillan du reste du Pérou. Ces populations n'ont pas accès à un parcours scolaire adapté à leur culture ni même à du matériel éducatif dans leur langue maternelle. De même, il n'existe toujours pas de manuels pour l'apprentissage du castillan comme seconde langue. ***Les professeurs n'ont pas la formation professionnelle adéquate ni de formation continue pour appliquer une éducation interculturelle et bilingue telle que l'exige la réalité péruvienne.***

5. Les bénéficiaires du projet

Bénéficiaires directs

Le nombre total de bénéficiaires directs s'élève à 9 484 personnes. Il s'agit de :

- 7 924 élèves, dont 3 910 filles et 4 014 garçons, ayant entre 3 et 14 ans, de niveau maternel et primaire.
- 280 professeurs, 173 hommes et 107 femmes, de classes de maternelle et primaire dans des établissements scolaires ruraux.
- 200 fonctionnaires et dirigeants de 13 gouvernements municipaux des 13 provinces du département.
- 1 080 politiques, représentants d'organisations, d'institutions publiques et privées, du Conseil Régional et des Conseils Locaux de Participation Educative situés dans les 13 provinces du département.

Bénéficiaires indirects

Le nombre total de bénéficiaires indirects s'élève à 28 647 personnes. Il s'agit de :

- 26 547 élèves de niveau maternel et primaire de la province d'Azangaro
- Environ 800 maîtres au niveau départemental
- Environ 1 300 fonctionnaires du secteur de l'éducation

Toute cette population correspond à la zone de pauvreté du district d'Azangaro sachant qu'il s'agit de la province la plus pauvre.

6. Activités prévues

Amélioration de la qualité de l'apprentissage des garçons et des filles inscrits dans les établissements scolaires interculturels bilingues.

- Réaliser l'étude des caractéristiques socio-économiques et culturelles de la population du département de Puno.
- Elaborer et mettre en place les politiques et la proposition de programme scolaire pour l'éducation bilingue interculturelle.
- Mettre en place des salles de classe avec du matériel didactique, une bibliothèque scolaire et du matériel scolaire.
- Organiser des comités d'élèves dans les établissements scolaires du district d'Azangaro.
- Former les garçons et filles à l'usage de l'ordinateur et d'Internet.

Amélioration des capacités de gestion pédagogique des fonctionnaires, éducateurs et maîtres de la Direction Régionale d'Education et des Unités Locales de Gestion Educative (UGEL).

- Former les professeurs des établissements scolaires, les éducateurs spécialisés et les fonctionnaires de la Direction Régionale d'Education de Puno et de l'Unité Locale de Gestion Educative d'Azangaro

- Evaluer et suivre l'Action et la Mise en application de la proposition de programme scolaire dans les établissements.

Renforcement des mécanismes de concertation et de participation dans la gestion éducative des agents du secteur public et de la société civile intégrés aux conseils participatifs régional et local d'éducation de Puno et Azangaro.

- Sensibiliser, informer et former les leaders, les autorités, les parents, les communautés, les représentants du secteur public, les dirigeants, les fonctionnaires municipaux et les représentants de la société civile.
- Mobiliser et influencer politiquement pour obtenir des lois favorables à l'EIB.
- Réaliser une rencontre entre les professeurs du district de Azangaro et des professeurs d'autres provinces de la région de Puno.
- Réaliser des visites d'échanges d'expérience des meilleurs professeurs et élèves à l'intérieur et à l'extérieur du pays.
- Organiser des réseaux de communicateurs sociaux pour promouvoir l'Education Bilingue Interculturelle à Puno et à Azangaro.
- Mettre en place des campagnes d'information au niveau national en faveur de l'EIB.
- Organiser des forums à Azangaro, Puno et Lima pour faire connaître les résultats de l'adaptation et la validation de la proposition de programme scolaire décentralisé d'EIB.

7. Résultats attendus

Impacts sur les bénéficiaires

Une majorité des élèves de maternelle et primaire recevront une éducation adaptée qui prendra en compte leur style, leur rythme d'apprentissage, leur forme de pensée et leur vision, générant ainsi des apprentissages (lecture et écriture) en un temps adapté et diminuant les retards (4 ans) d'apprentissage d'au moins 2 ans à la fin du premier cycle.

Les salles de classe seront mises en place avec une bibliothèque scolaire. Les élèves seront organisés, participant à des activités de développement éducatif, accédant à l'informatique et utilisant la technologie moderne dans leur formation et dans le développement de leurs compétences.

Les établissements scolaires de maternelle et primaire bénéficient d'une ambiance ouverte, agréable pour favoriser l'apprentissage, créer un pont avec la communauté en promouvant la participation des acteurs éducatifs, en créant et en maintenant un équilibre parmi les objectifs de développement de l'école et du développement personnel des professeurs.

Les professeurs appliqueront un programme adapté à la réalité régionale et locale avec un contenu interculturel incluant l'histoire régionale en relation avec l'histoire nationale, stimulant ainsi la formation d'une identité culturelle et personnelle propre, renforçant l'estime de soi comme valeur essentielle dans la formation personnelle des élèves de milieux ruraux.

Les maîtres et maîtresses seront organisés en réseaux éducatifs ce qui crée un climat de confiance entre eux et leur permet d'échanger des expériences, de partager des objectifs et des opinions sur l'éducation. Il existe donc la possibilité de développer des espaces de

réflexion et d'analyse critique sur le savoir-faire pédagogique et l'apprentissage des expériences, ce qui crée des possibilités de développement personnel et de groupe et forme des équipes solides de professeurs. De plus, cela donne une communauté éducative réceptive au changement, qui modifie sa forme de pensée et son point de vue en fonction des besoins et demandes de la réalité éducative dans un contexte local, régional et national.

Les autorités et leaders communaux contribuent à l'amélioration de l'éducation au quotidien, interagissent avec les maîtres pour participer aux activités d'apprentissage des techniques et des connaissances andines reprises, systématisées et intégrées dans le programme. Leur participation dans la diminution du taux de désertion et d'absence est une réalité. De plus, ils jouent un rôle d'appui, de surveillance et de participation à l'amélioration de la qualité de l'éducation de leurs fils et filles.

Les pères et mères de famille vérifieront la présence de leurs fils et filles dans les établissements scolaires de maternelle et primaire, et notamment de leurs filles. Une majorité d'entre eux reconnaîtra les avantages et aspects positifs de l'EIB ce qui facilitera les processus éducatifs que mettent en place les professeurs. De plus, ils suivent l'apprentissage de leurs enfants en négociant avec le directeur de l'école les horaires de travail, les responsabilités dans les activités extrascolaires et dans les campagnes de motivation des élèves pour qu'ils améliorent leur productivité scolaire, réussissent à accéder aux classes supérieures, concluant ainsi avec succès l'école primaire et accédant au secondaire, ce qui augmente les taux d'accès au collège.

Résultats concrets

Amélioration de la qualité de l'apprentissage des garçons et filles inscrits dans les établissements d'éducation interculturelle bilingue.

6 787 garçons et filles de maternelle et primaire des écoles d'Azangaro amélioreront leur apprentissage scolaire en termes de :

- Compréhension de lecture
- Ecriture de textes en quechua et castillan
- Raisonnement logique mathématique
- Développement personnel social tourné vers la formation de l'identité personnelle et collective dans le cadre de l'EIB
- L'apprentissage du castillan avec une méthodologie de deuxième langue

Amélioration des capacités de gestion pédagogique des fonctionnaires, éducateurs spécialisés et maîtres de la Direction Régionale d'Éducation et des Unités Locales de Gestion Educative.

Environ 80% des maîtres et maîtresse et fonctionnaires du secteur de l'éducation améliorent leur gestion pédagogique et acquièrent des compétences pour adapter et diversifier le programme décentralisé, innover dans leur pratique professionnelle, expérimenter des stratégies d'enseignement dans le cadre de l'EIB dans les aspects suivants :

- Séparer l'enseignement en deux parties : la première destinée à développer des apprentissages en langue quechua ou aymara, la deuxième visant à apprendre le castillan.
- Inclure des connaissances et apprentissages en utilisant leur langue maternelle
- Utiliser une méthodologie de seconde langue pour l'enseignement du castillan
- Adapter les apprentissages selon les niveaux dans les classes de plusieurs niveaux
- Faire une programmation à court et long terme
- Appliquer des stratégies pour promouvoir l'interculturalité dans la classe

200 fonctionnaires de la DREP et de l'UGEL conseillent, orientent, évaluent des actions de suivi du déroulement des activités d'enseignement que font les professeurs dans les établissements scolaires. De plus, ils proposent des normes, des directives, des politiques d'éducation régionale favorables au développement de l'EIB et qui orientent l'adaptation et la validation de la proposition de programme scolaire en maternelle et primaire.

Renforcement des mécanismes de concertation et de participation dans la gestion éducative des agents du secteur public et de la société civile intégrés aux conseils participatifs régionaux et locaux d'éducation de Puno et Azangaro.

- Conseil Régional de Participation Educative de Puno en fonctionnement
- 13 Conseils Locaux de Participation Educative dans les 13 provinces de Puno fonctionnent.
- 5 réseaux communaux en fonctionnement dans lesquels participent des leaders, les autorités communales, des pères et mères de famille.
- 1 réseau de communicants sociaux contribue à diffuser des aspects positifs de l'EIB.
- Des parents et les autorités participent en ravivant les savoirs andins et en les intégrant au contenu de la proposition de programme scolaire.
- 1080 décideurs politiques appuient l'EIB dans leurs fonctions.
- 200 fonctionnaires et dirigeants des 13 municipalités sont informés et sensibilisés sur l'EIB et ils influent politiquement dans leur gouvernement municipal via des directives et des normes et en assignant des fonds à l'EIB.
- Le Conseil de Coordination Locale considère dans son agenda le thème de l'EIB.
- La population en général s'informe sur les avantages de l'EIB.

Les effets multiplicateurs du projet

Il existe deux pistes pour dupliquer le projet à terme : D'une part, l'intérêt des ONG qui cherchent à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation : il se peut que cela réveille un intérêt pour aider le développement de l'éducation dans d'autres provinces, par l'action même des Conseils Locaux de Participation Educative qui négocieront les fonds avec les organismes internationaux et le gouvernement local ou régional.

D'autre part, la deuxième possibilité sera générée par les acteurs de l'éducation eux-mêmes dans les modes d'apprentissage utilisés : en observant leurs voisins tenter l'expérience, s'ils notent des résultats positifs pour leurs fils et leurs filles, il se peut qu'ils créent des synergies et cherchent des fonds pour la réalisation d'une action similaire à celle du district d'Azangaro. Cela est possible surtout dans les autres districts de la province d'Azangaro.

L'extension des résultats obtenus sera faite par les acteurs eux-mêmes qui doivent continuer à développer et à améliorer les résultats obtenus. Pour cela, il sera nécessaire qu'ils développent un plan de communication agressif durant le processus d'exécution de l'action afin d'influer sur leurs pairs pour qu'ils soient convaincus des possibilités et du potentiel qu'ils ont de développer des processus éducatifs innovants dans le cadre de l'EIB.

Pérennité du projet

(a) Pérennité financière et économique

A la fin du projet, les écoles du district de Azangaro continueront à appliquer le nouveau programme scolaire puisqu'elles auront les fonds nécessaires de la part du gouvernement central via le Ministère de l'Education, sachant que la Loi d'urgence éducative donne la priorité à l'éducation des peuples indigènes. De plus, la municipalité, dans le cadre de ses programmes de budget participatif appuiera le développement éducatif vu que les communautés indigènes utiliseront les mécanismes de participation générés par le

gouvernement municipal, pour demander des ressources et consolider les avancées du développement éducatif interculturel bilingue.

Dans une conjoncture de rareté des ressources, les Conseils Régionaux ou Locaux de Participation Educative constituent des lieux importants pour défendre les propositions et assigner des fonds dans le cadre d'une vision commune du développement régional et local.

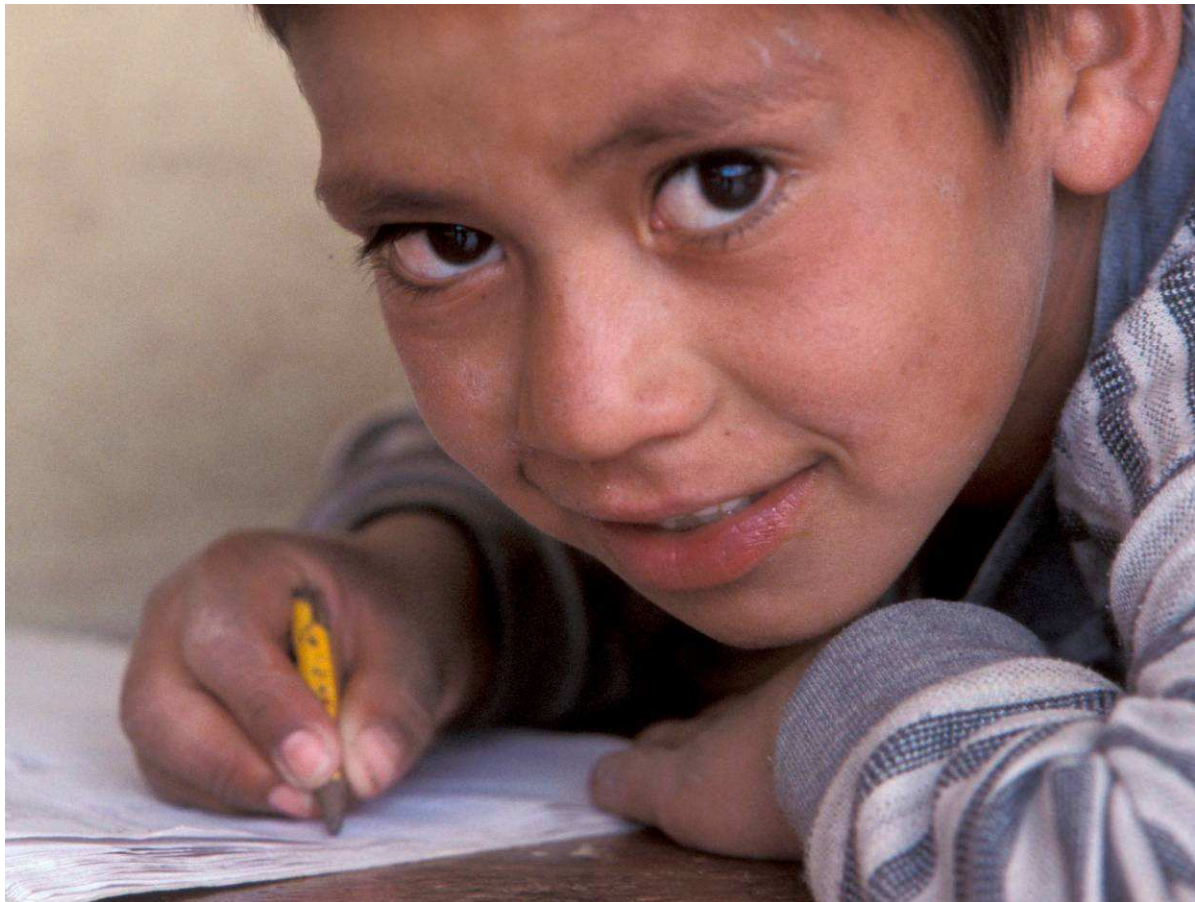
(b) Pérennité institutionnelle

Une base institutionnelle sera organisée en 3 niveaux. Le premier niveau comprendra les différents acteurs de l'éducation tels que les autorités, les leaders communaux, les pères et mères de famille, et aura pour rôle de veiller à la consolidation de l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les écoles en participant à la construction du projet éducatif du centre et au déroulement des activités d'apprentissage, à l'intégration dans le programme de contenus en relation avec les avancées de la science et de la technologie, en tant qu'élément du dialogue interculturel. A un deuxième niveau, l'Unité Locale de Gestion Educative continuera, grâce à ses spécialistes et professeurs, à participer à la formation et au suivi des activités que développe le maître dans la classe. Elle s'occupera également, via le Conseil Local de Participation Educative, de l'actualisation permanente du programme scolaire d'EIB, en appliquant les normes et les politiques de la DREP. A un troisième niveau, la Direction Régionale de l'Education et le gouvernement régional participant au Conseil Régional de Participation Educative avec les représentants des institutions publiques, les ONG et la société civile organisée, promulgueront des lois et des politiques qui favoriseront le développement éducatif interculturel bilingue visant la population scolaire des peuples indigènes.

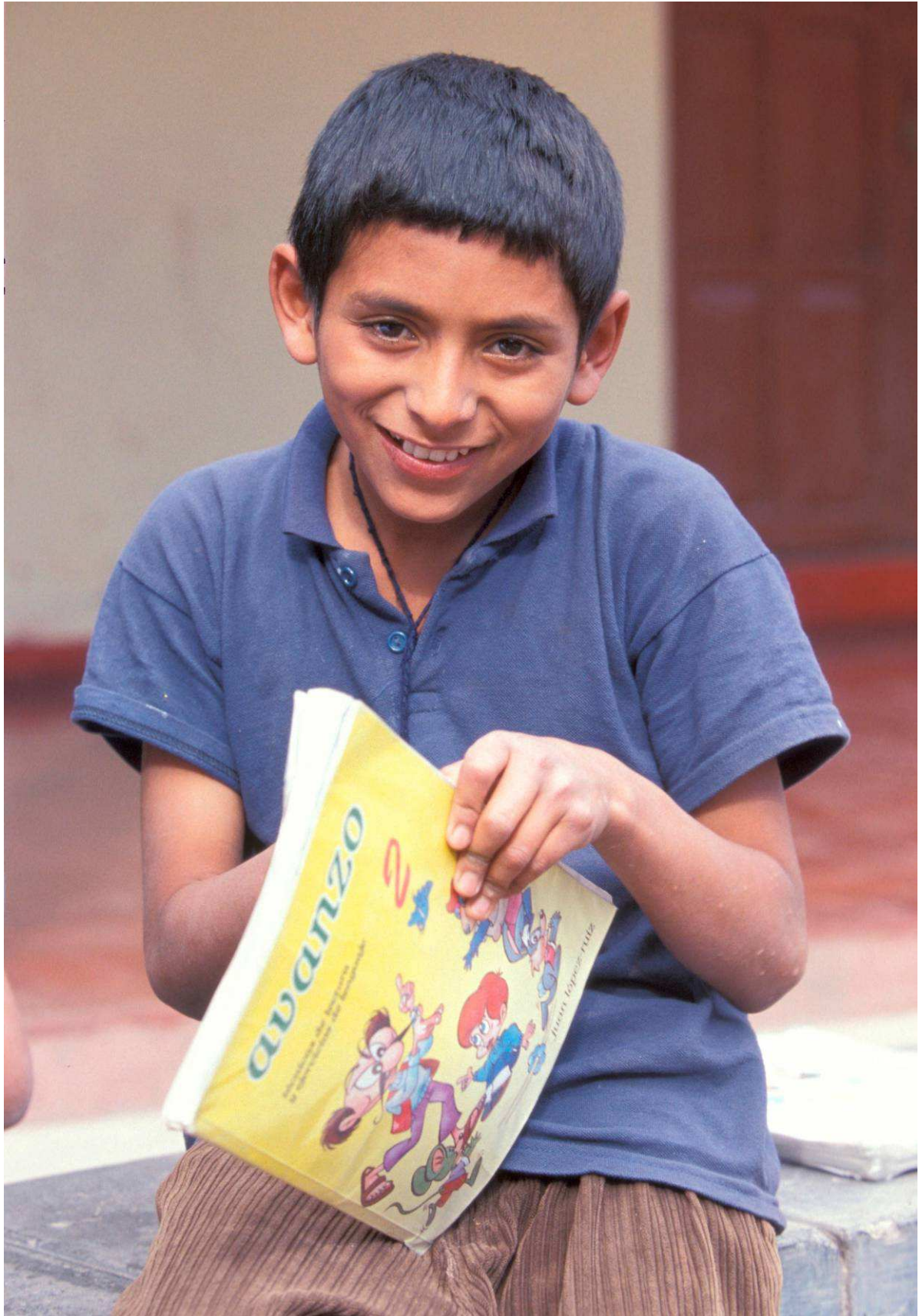
Quelques images du projet











Crédit photos : © CARE